L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 78 RUE DU CHANTIER.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN 16 DÉCEMBRE.

Le Procès du Maréchal Bazaine.

PREMIER CONSEIL DE GUERRE, SIÉGEANT AU GRAND TRIANON.

Présidence de M. le duc d'Aumale.

Audience du 24 Novembre 1873.

La séance est reprise à midi et demi.

Déposition de M. Bazaine, ingénieur :

Le président.—Appelez M. Bazaine.

M. l'ingénieur Bazaine, frère du maréchal, est entendu comme témoin à décharge et à titre de renseignement.

M. Bazaine.—Je remercie le conseil de vouloir bien m'entendre. J'ai l'entretenir des tentatives de communications avec Metz qui ont été faites par la famille du maréchal, d'accord avec le gouvernement de la défense. Je me rendis à Tours le 20 octobre, ayant appris que la maréchale faisait des démarches pour se rendre à Metz. Depuis plus de deux mois, nous étions sans nouvelles du maréchal, et la maréchale, à l'instigation de M. Thiers, espérait obtenir du roi de Prusse l'autorisation de se rendre à Metz.

Une lettre fut adressée à M. de Bismark, et cette lettre avait été soumise à M. Thiers, qui l'avait revue et corrigée..... L'opinion de M. Thiers était que on ne pouvait sauver Metz qu'en signant un armistice. M. Thiers était alors de retour de son grand voyage : il connaissait l'opinion des puissances étrangères, et savait quelle était la situation du pays. M. Thiers me disait : "Si Metz pouvait tenir dix jours, huit jours, nous obtiendrions une suspension d'armes avec ravitaillement pour Paris et pour Metz. On aurait, dans ce cas, convoqué une Assemblée qui eût constitué un gouvernement légal. M. Gambetta n'ignorait pas les démarches que faisait la maréchale. M. Gambetta avait vu le général Bourbaki et savait très bien que Metz n'avait de vivres que pour cinq ou six jours. M. Gambetta avait reçu, en outre, un émissaire qui avait pu le renseigner de vive voix. Seulx, la dépêche chiffrée du maréchal restait lettre close.

En quittant Paris, la délégation avait oublié d'emporter le chiffre de l'armée du Rhin, elle était incapable de communiquer avec cette armée, autrement que par les moyens ordinaires. M. Gambetta, moins que personne, ne pouvait se faire illusion sur le sort de Metz. Aussi, quel fut mon étonnement quand je vis que la capitulation servait de texte à une accusation outrageante. Etait-il permis d'oublier de la sorte les efforts faits par l'armée du Rhin, d'oublier les glorieux services du maréchal. Je me rendis auprès de M. Fourrichon, qui n'avait pas mis son nom au bas de la proclamation dont je parle. M. Fourrichon voulut bien me dire, que depuis plusieurs jours, le gouvernement s'attendait à cette capitulation.

M. Gambetta avait fait rédiger un rapport par ses agents, et ce rapport fut soumis au Conseil, M. Gambetta avait communiqué un projet de proclamation à lui. Elle commençait par ces mots : " Hors la loi, Bazaine, hors la loi les généraux qui pourrait se procurer une copie de cette pièce ; M. Genty, le directeur de la *France*, en a pris un duplicata. Cette proclamation ne fut pas acceptée, et M. Crémieux rédigea celle qui a paru et que le conseil connait. J'allai voir M. Gambetta (qui m'avait toujours fait un accueil sympathique) : j'étais hors de moi, et si j'avais eu un pistolet sous la main, je me serais brûlé la cervelle.

—Comment, lui dis-je, pouvez-vous ainsi parler d'une armée que vous n'avez pas secourue ?—Secourue ? répondit-il. Je n'ai pas pu. — Ignoriez-vous que l'armée du Rhin mourait de faim ?—J'aurais voulu, ajouta M. Gambetta, qu'elle quittât le sol de la patrie en jonchant la route de cadavres.

Voilà ce que me dit M. Gambetta, comme s'il ignorait que la moitié de la France était déjà transformée en charnier.

De ce moment, je ne m'occupai plus qu'à mettre les membres de ma famille à l'abri des haines populaires que cette proclamation soulevait ; cette famille méritant mieux, elle qui, depuis quarante ans, a servi le pays avec désintéressement et patriotisme.

Je remercie le conseil d'avoir bien voulu m'entendre.

Le témoin se retire.

Après quoi, Me Lachaud produit un nombre considérable de témoins, particulièrement des officiers de la suite du maréchal ou des officiers de l'état-major général, pour prouver que jamais le maréchal n'a pu avoir de négociations secrètes avec le prince Frédéric-Charles, puisque jamais l'accusé n'a franchi les avant-postes français.

Me Lachaud répète vingt fois la même question : vingt fois les témoins affirment que les avant-postes français n'ont jamais franchi la ligne.

Etait-ce bien à ceux qui avaient toute la responsabilité de ce service rigoureux qu'il fallait demander si le service était bien fait ? Certainement on n'osa point aller jusque là.

Il n'y a eu qu'une petite difficulté, soulevée d'une manière très fine et très insidieuse par M. le président au général de Place.

—Mais Régnier n'est-il pas arrivé directement au quartier général."

La réponse était difficile ; le service des parementaires, qui était irréprochable, a donc subi ce jour là quelque atténuation à sa rigueur habituelle. Un mot d'ordre avait donné été donné ? Régnier est arrivé, voilà la preuve en trois mots.

Du reste, les quelques témoins qui suivent ne partagent pas d'une façon aussi enthousiaste l'opinion des officiers qui faisaient le service des avant-postes.

Entre autres, un M. Mesain, M. Berger, ramoneur, dit le 1er octobre, il a vu des parlementaires conférer pour ainsi dire en casquette, et le 11, s'étant déguisé dans un costume bourgeois qui n'attirait point d'un point, et il a entendu distinctement ce dire : "C'est ici, maréchal, que nous devons mettre pied à terre."

Le sieur Paquis est plus catégorique ; il a vu, de ses yeux vu, le maréchal Bazaine entrer dans les lignes prussiennes ou rencontrer des officiers ennemis pour conférer, et il fixe des dates : les 7 et 22 septembre, et le 6 octobre. Enfin, M. Fournier, propriétaire à Ars, qui visita à Ars le château de M. de Corny, résidence du prince Frédéric-Charles, avait fini sa visite, quand, le plus naturellement du monde, un domestique de M. de Corny lui dit en montrant un dernier salon :

"C'est là que le prince Frédéric-Charles a reçu le maréchal Bazaine." La chose était toute naturelle ; on l'entendait de la sorte ; le domestique affirme qu'il l'a vu, et qu'il connaissait très bien le maréchal.

Un autre domestique de château, Steiff, a vu aussi entrer le maréchal. Un habitant de Moulins, Goupenappe, l'a vu de même le 25 septembre. Fait typique, il lui a offert une pipe de tabac.

Le cas est si grave que Me Lachaud se lève, et il en croit pas ses oreilles.

Il y a tant de témoins oseux, disons nous, qui déposent depuis un mois, qu'il semble vraiment étonnant que ce témoignage n'ait pas été assigné. Espérons qu'on en aura.

—*La Musique* nous donne de très intéressants détails sur les grands phénomènes qui se produisent fréquemment sur la côte et qui trouvent plusieurs des quelques victimes de la vallée du Globe.

Les grands raz de marée, du mot islandais *flod-aga*, qui signifie *furor*, ne sont autre chose en réalité que des ouragons d'une violence qu'une force extraordinaire de pesanteur maintient à une grande hauteur (quelquefois trente mètres et plus) et qui, au lieu de se mouvoir parallèlement à la surface du globe, s'élèvent presque perpendiculairement à cette surface. Le jet est d'ordinaire intermittent, et cette intermittence subsiste dans l'explication mécanique du phénomène.

Dans les gouffres immédiatement au-dessous, ces vagues ne se précipitent les unes dans les autres sans former qui acquièrent peu à peu une force d'expansion considérable : à un moment donné l'éruption a lieu, qui, comme quand les vapeurs ne sont plus en aussi grande quantité, pour se renouveler quand la pression redevient assez puissante.

C'est à une hauteur de trente ou nonante mètres que les eaux s'élèvent dans les principaux geysers. On a remarqué que l'eau qu'ils lancent tiede en diminution de l'salifère pure, qui rend ces eaux incrustantes. Partout où elles coulent, un tuf se résistant se dépose qui recouvre les objets dont il prend l'empreinte exacte. C'est un effet analogue qu'on remarque dans nos sources les sources dites de Saint Alyre, de Saint Nectaire et de plusieurs autres lieux, que vulgairement l'on appelle à tort fontaines pétrifiantes au lieu de fontaines incrustantes, car elle ont simplement la propriété d'au développer les corps qu'elles baignent, d'une sorte de croûte calcaire et non de modifier la nature même de ces objets.

Les dépôts qui se forment aux alentours des geysers offrent, en outre, cette particularité qu'on y trouve certaines couches où la silice est passée à l'état de calcédoine zonée ou d'opale, formations qui prennent rang parmi les pierres précieuses ; mais ces gemmes ne peuvent être employées, parce que étant en cet endroit le résultat d'une combinaison essentiellement aqueuse, elles ne conservent leur éclat caractéristique qu'autant qu'on ne les laisse pas se dessécher entièrement.

—Une bien mauvaise plaisanterie, à laquelle se livre tous les jours un industriel ambulant à Paris :

Sur une petite table, il étale une quantité considérable d'œufs recouverte d'une enveloppe dorée et attire le public, grâce à un boniment suivant :

"Approchez, mesdames et messieurs, et, pour 10 centimes, vous trouverez dans cette coquille le portrait de la personne que vous aimez le mieux.

Séduit par cette promesse alléchante, vous donnez les 10 centimes, vous cassez l'œuf, et vous y trouvez quoi ?

Le portrait de la République !

N'est-ce pas qu'elle est mauvaise ?

Hier, nous avons vu un vieux monsieur farfelu qui a exigé qu'on lui rendit son argent.

—Nous sommes dans une caserne, au moment où l'adjudant ordonne au tambour major : "Battez l'assemblée !"

—Oh ! je le connais, s'écrie un paisant en voyant l'uniforme d'un sa, elle n'en partira pas plus pour cela !

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

L. PLACIDE CANONGE.....Directeur.

Mardi, 16 décembre 1873.
LA FAVORITE.
Grand opéra en 4 actes et 6 tableaux.
Les portes s'ouvrent à 6 1/2 heures. Le spectacle commencera à 7 heures.
2 déc—dim

Académie de Musique, DE BIDWELL.

Lundi soir, 15 décembre 1873.
Seconde et dernière soirée de la brillante et jeune actrice
MISS KATIE PUTNAM,

Lundi, 15 déc.	MEG'S DIVERSION et STAGE STRUCK.
Mardi, 16 déc.	JANE EYRE.
Samedi, 17 déc	NEW MAGDALEN.
Jeudi, 18 déc.	HOUSEHOLD TREASURE et LITTLE MOTHER.
Vendredi, 19 déc.	Bénéfice de Miss Katie Putnam. POCA HONTAS et GRIST TO THE MILL.
Samedi, à midi 20 déc.	POCAHONTAS et GRIST TO THE MILL.
Samedi soir, 20 déc.	GRIF.
Dimanche 21 déc.	CAPITOLA.

Lundi, 22 déc.—Pendant les deux semaines de repos, la brillante représentation de BLACK CROOK, de Bidwell à Mobile.
14 déc—3t

MARKS KAISER

A LE PLAISIR D'ANNONCER A SES AMIS et au public de sa ville natale qu'il donnera son premier et son unique concert

A LA SALLE GRUNEWALD,

Mercredi Soir, 17 du courant, à 8 heure

Il aura le concours de Mme Estel Dennis et de Mlle Le Blanc, qui sont si justement estimées de tous les amateurs de musique à la Nlle-Orléans.

Prix du Billet.....Une Piastre.

A vendre dans les principaux magasins et au Bureau de la Salle Grunewald. 14 déc—3t

BAZAR MAGIQUE.

HARTZ & LEVY.....Propriétaires
118.....Rue du Canal.....118

JOUETS. SURPRISES ENIGMES.

GRAND DÉBALLAGE DE NOUVEAUTÉS.
—EN—
BOUCHONS MAGIQUES

CADEAUX POUR LES FÊTES
CADEAUX POUR LES FÊTES
CADEAUX POUR LES FÊTES
CADEAUX POUR LES FÊTES

A $1 pièce.

BOITES A SPÉCIALITÉ

Comprenant un grand nombre DE TOURS INIMITABLES, AVEC EXPLICATIONS DÉTAILLÉES.

LE SOUFFLEUR DE BULLES DOUBLES VRÉ AU PUBLIC,
QUI N'AVAIT ENCORE JAMAIS ÉTÉ LIet ne peut être donné d'aucune autre source.

Les Bulles soufflées à l'aide de ce nouvel instrument ont les nuances les plus variées et les formes les plus fantastiques, les curieux de l'un et l'autre sexe, sont à la fois distraction et variées et fournissent un ensemble des soirées les plus délicieuses.

Prix. $1 pièce.

LE NEGRE DANSEUR

Dans toutes les positions possibles et imaginables. Un agréable et amusant Jouet.

14 déc—10 f

L'Union Française.

Bureaux, rue St. Louis No. 9, Nouvelle-Orléans.

LES demandes pour TRAVAILLEURS, OUVRIERS et EMPLOYÉs, sont reçues tous les jours, de 9 heures A. M. à 4 heures P. M.

Le Cours d'Anglais gratuit, a lieu régulièrement le LUNDI, MERCREDI et VENDREDI de chaque semaine, à 7 heures et demie du soir.

1 sept—4m —3pe

ETAT DE LA LOUISIANE.
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU, que ce douzième jour de Décembre de l'année mil huit cent soixante-treize.

Par devant moi, MARCEL T. DUCROS, registre public dans et pour la ville et la paroisse de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane susdit, dûment commissionné et assermenté.

Fut présent M. CHARLES ROMAN, président et représentant de la Compagnie connue sous le nom de LA SALAMANDRE, institution ci-après désignée, domiciliée dans cette ville,

Lequel a déclaré que, conformément à l'acte d'incorporation de la dite Compagnie, une assemblée générale des actionnaires a été convoquée et a eu lieu dans les bureaux de la dite compagnie, le onze du présent courant, après trente jours d'avis, dans le *Picayune* et l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, journaux publiés, quotidiennement, dans cette ville, dans le but de prendre en considération les affaires de la dite Compagnie et d'adopter les mesures qui pourraient être jugées opportunes.

Que à la dite assemblée générale, dix-sept mille quatre-vingt six actions étant représentées par des actionnaires possédant la totalité des dites dix-sept mille quatre-vingt six actions en vertu pour l'adoption de certains amendements proposés au dit acte d'incorporation ainsi que le tout appert plus complètement aux minutes notariales de procès-verbal de la dite assemblée, copie qui est annexée à la marge du dit acte ;

Et le dit Charles Roman, agissant en la qualité ci-dessus déclaré, en outre, qu'en vertu du pouvoir dont il est revêtu, et à l'effet de mettre à exécution les dites amendements et de les faire enregistrer, il donne publiquement par les présentes, additions et amendements à la Charte de la dite "Compagnie d'Assurance LA SALAMANDRE" sont comme suit :

Que l'article sept soit amendé de façon à être ainsi conçu, à savoir :

ARTICLE VII.

Le capital de la compagnie d'assurances contre l'incendie La Salamandre sera de Trois cent mille piastres, divisé en actions de cent piastres chacune. Dès que le capital susmentionné aura été payé complètement, pour les quatre vingt dix premiers cent de surplus, le souscripteur pourra non seulement à un de date, sujet à être appelé lorsque le montant total de capital souscrit aura été payé en sus ; chaque versement sera payé le 1er et 15 de chaque mois, et les livres de la compagnie ne se fermeront que lorsque les versements exigibles le 30 mars 1873, le dit billet ne sera considéré comme payé à compte, lorsque le dit billet aura été payé en plein ; quand le dit billet sera payé en plein, un part des profits annuels sera payé en compétent.

Section 2. A dater du 1er février, de la part d'un actionnaire, de paiement de toute prime, versement ou appel non échu, le dit actionnaire sera mis en demeure par un avis de mise en demeure par un avis de mise en demeure par un avis de mise